

SPECIAL INFRASTRUCTURES

"Je pratique le maraîchage depuis plusieurs années (...). Cette activité me permet de nourrir ma famille et d'envoyer mes enfants à l'école"



Un pilier important du projet Fafa-AD est le financement de microprojets : un petit coup de pouce qui peut bien souvent faire la différence. Le groupement de femmes Wiwoura de Tonri, un village dans la commune de Péhunco dans l'Atacora-Donga, est un excellent exemple de cette approche. La présidente du groupement raconte son histoire...

Bonjour Madame la présidente, soyez la bienvenue. Est-ce que vous pourriez vous présenter en quelques mots ?

Oui, bien sûr. Je m'appelle Maré Kouro MORA, je suis présidente du groupement de producteurs maraîchers de Tonri. Mon groupement s'appelle "Wiwoura", ce qui veut dire dans notre langue, le Bariba, « Celui qui a accepté peut adhérer au groupement. ». On a choisi ce nom parce que notre travail n'est pas toujours facile, il demande beaucoup d'ardeur et les membres doivent donc être solidaires. Chaque membre doit payer ses droits d'adhésion et parts sociales, ce n'est pas tout un chacun qui peut adhérer au groupement.

Je suis orpheline de père et de mère depuis mon enfance, je ne les ai jamais connus. J'ai été élevée par mon oncle à Tonri, où j'habite toujours. Je suis mariée à un jardinier qui fait partie de notre groupement et on a trois enfants.

Je pratique le maraîchage depuis plusieurs années. J'aime voir les plantes pousser pendant toute l'année, aussi bien en saison sèche qu'en saison pluvieuse. Cette activité me permet de nourrir ma famille et d'envoyer mes enfants à l'école.

Et votre groupement ?

Comme je viens de le dire, mon groupement s'appelle Wiwoura. Il existait déjà lorsque j'étais petite, mais avant, on était obligé de rester proche de la rivière pour avoir accès à l'eau. Il y a douze ans, on a bénéficié d'un projet qui nous a construit deux puits, ce qui nous a permis de déplacer le site vers un autre endroit, où on se trouve encore aujourd'hui.

Actuellement, le groupement est composé de 20 femmes et 2 hommes. On produit des oignons, du piment et un peu de pomme de terre. L'oignon et le piment vont bien ensemble, car on fait l'un pendant la saison sèche et l'autre pendant la saison pluvieuse. Ainsi, on a un revenu stable tout au long de l'année.



Quelles étaient vos problèmes principaux ?

Avant, on n'avait pas de clôture autour de notre site, donc les bêtes nous gênaient beaucoup. Les bœufs, les moutons, les cabris, les porcs,... tous entraient sur notre site et ils mangeaient une bonne partie de la récolte. Pour limiter ce problème, on payait des petites sommes aux enfants pour rester sur le site et faire le gardiennage. Ça marchait, car les enfants chassaient les bêtes quand elles voulaient entrer sur le site. Mais les enfants ne pouvaient pas garder le site tout le temps, donc on perdait toujours beaucoup de récolte à cause de ça.

Comment est-ce que vous avez résolu ce problème ?

Un jour, le président de l'URCooPMa, l'Union des Maraîchers, nous a informés sur le programme des microprojets de la Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les Départements de l'Atacora et de la Donga de l'Agence belge de développement (FAFA-AD). On nous a aidés à élaborer notre microprojet, qui a finalement été accepté par la FAFA-AD.

Une grande clôture a été construite tout autour de notre site, pour empêcher les bêtes d'entrer sur la parcelle. A part la clôture, FAFA-AD a aussi installé des fosses de compostage sur notre terrain. Dans les fosses, on met les débris végétaux et les bouses de vaches et des volailles. Après trois mois, tout est décomposé et on peut facilement utiliser cet engrais sur nos champs.

Un dernier mot à dire ?

Nous remercions Dieu, au nom du groupement, sans oublier FAFA-AD et son personnel ainsi que les membres de l'Union des Maraîchers. Leur appui a vraiment été d'une grande aide pour nous et nos familles et nous espérons pouvoir encore travailler ensemble dans le futur.

Des infrastructures sanitaires qui changent la vie des communautés!



« Les entrepreneurs viennent, ils repartent,... Moi j'ai cru que c'était un éléphant blanc, mais aujourd'hui, je peux vraiment dormir. Le projet PARZS, ils sont vraiment bons ! » dit l'infirmière de la maternité d'Ayomi lors de l'une des visites de terrain du projet. Et pourtant, si elle a d'abord douté, les travaux sont aujourd'hui en phase de finalisation à Ayomi et dans des dizaines d'autres formations sanitaires. Pour en savoir plus sur les travaux réalisés par le Projet d'Appui au Renforcement des Zones et départements Sanitaires dans le Mono-Couffo et l'Atacora-Donga (PARZS), cliquez sur le lien suivant.

Le PARZS a entamé en juillet-août 2012, 93 chantiers de construction et de réhabilitation d'infrastructures à travers le Mono-Couffo et l'Atacora-Donga. Au total, cela représente 25 marchés pour le Mono-Couffo et 11 pour l'Atacora-Donga. Le coût global de ces interventions est chiffré à 770 millions de Francs CFA pour le Mono-Couffo et 511 millions de Francs CFA (779 000 €) pour l'Atacora-Donga. Des dispensaires, maternités, blocs administratifs, clôtures, latrines et logements ont été construits, des plafonds réparés et de nombreuses infrastructures réfectionnées. Bon nombre de centres ont également été dotés d'incinérateurs et de fosses d'enfouissement des déchets biomédicaux afin de garantir une meilleure gestion des déchets.

Un processus participatif

Le PARZS a fait le choix d'intégrer dès le début ses partenaires au processus de construction/réhabilitation des infrastructures. Les priorités ont ainsi tout d'abord été établies par la zone sanitaire et validées en atelier. Les équipes de contrôle pour le suivi régulier des travaux comprenaient: (1) les Directions Départementales de la Santé, maîtres d'ouvrage de tous les chantiers, qui ont été représentées par les Chefs du Service des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance, (2) le PARZS, représenté par les Assistants Techniques Nationaux du projet, (3) conjointement avec le Bureau de Contrôle chargé du contrôle permanent de chacun des chantiers.

Un partenariat avec les bénéficiaires

Le suivi des chantiers a été l'occasion pour les membres du PARZS et de la Direction Départementale de la Santé de contrôler l'avancement des travaux mais également d'échanger avec le personnel de santé, les patients présents et aussi les Comités de Gestion des Centres de Santé, qui représentent l'œil des communautés locales. Les uns et les autres ont ainsi pu donner leurs impressions concernant les travaux et faire l'une ou l'autre suggestion. Il est en effet primordial pour le PARZS et les partenaires que les travaux réalisés correspondent aux besoins réels ressentis et identifiés par les usagers.

Voici quelques exemples des impressions recueillies sur le terrain :



L'infirmière d'Ayiguinou a ainsi parlé de la nouvelle clôture dont son poste de santé a récemment bénéficié : « La clôture va nous changer beaucoup de choses. Avant, on avait seulement 10 à 13 accouchements par mois. Quand on se rapprochait des femmes, elles nous disaient qu'elles nous fuyaient car, sans clôture, toute la population les regardait au cours du travail. Maintenant que la clôture est là, elles disent qu'elles viendront prochainement pour les consultations prénatales et pour y accoucher».

A Djougou, la construction de clôtures a sécurisé plusieurs centres de santé et a notamment permis à deux centres de se réapproprier l'espace qui leur était dévolu puisque, jusque-là, la population n'avait pas hésité à venir y construire des habitations.

Les travaux de réhabilitation du Centre de Santé de Dekpo ont, selon la sage-femme présente, également permis d'en augmenter la fréquentation : « Avant, à cause des chambres gâtées, quand il pleuvait il y avait de l'eau qui rentrait dans la chambre et quand il y avait du vent, les tuiles se soulevaient. Mais maintenant, quand on a réparé ça, on a senti que c'était bien. Avant, beaucoup de femmes ne venaient pas nous voir, mais maintenant, comme on a changé, les patientes ont commencé par venir, il y a plus de fréquentation».

Le mari de la troisième patiente a également tenu à témoigner. Il avait déjà fréquenté ce Centre de Santé à deux reprises auparavant et a constaté : « Tout est carrément changé. On a bien vu que maintenant, on est venu à l'hôpital. Avant, c'était très sale ; vraiment, maintenant ça va, maintenant on a quelque part».

Le Comité de Gestion du Centre de Santé de Dogué se réjouit de la construction d'une maternité dans son centre de santé. Leur engagement s'est manifesté par l'hébergement spontané et sans frais de la dizaine d'ouvriers en service sur le chantier et par un suivi de proximité des travaux dans un climat d'harmonie avec l'entreprise. Une nouvelle maternité, voilà encore un argument de plus pour convaincre les populations de venir accoucher auprès d'un personnel qualifié.



Les témoignages récoltés jusqu'à présent reflètent donc une certaine satisfaction de la part des prestataires de soins et des patients.

Un projet durable

A l'image des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures, le PARZS entend ainsi avec un plateau technique renouvelé, un renforcement de la demande des soins et de la participation communautaire, concourir effectivement à l'amélioration de l'accès des populations des deux sous-territoires, Atacora-Donga et Mono-Couffo, à des soins de santé de qualité.



[Regardez la vidéo consacrée aux infrastructures présentées dans cet article](#)

Légende des photos:

- Travaux de construction à Aplahoué
- Infirmière à Ayiguinou
- Le Comité de Gestion du Centre de Santé de Dogué s'implique dans le suivi du chantier
- Nouveau bloc administratif à Ouaké

Des investissements au service d'un riz béninois de qualité

Les besoins en riz pour la consommation nationale sont en croissance depuis de nombreuses années et ont conduit à une augmentation des importations dans ce même temps. Cependant, le riz que nous consommons aujourd'hui au Bénin provient de plus en plus des rizières du pays. Les producteurs de riz et leurs organisations professionnelles ont réagi et se sont organisés afin de pouvoir mieux répondre aux besoins du marché. Cette évolution a été soutenue par le projet PAFIRIZ qui, au travers des actions menées sur le terrain, a permis la modernisation des conditions de production et de transformation pour l'obtention d'un riz béninois de qualité répondant aux attentes du consommateur.



Les besoins en riz pour la consommation nationale sont en croissance depuis de nombreuses années et ont conduit à une augmentation des importations dans ce même temps. Cependant, le riz que nous consommons aujourd'hui au Bénin provient de plus en plus des rizières du pays. Les producteurs de riz et leurs organisations professionnelles ont réagi et se sont organisés afin de pouvoir mieux répondre aux besoins du marché. Pour ce faire, le riz produit au Bénin a eu à se faire une place sur les marchés locaux afin de se faire connaître mais surtout reconnaître des consommateurs comme n'ayant rien à envier aux principaux riz importés.

Il est certain que des améliorations ont été enregistrées ces dernières années aussi bien au niveau de la production, que de la transformation et de la commercialisation, grâce au dynamisme des acteurs de la filière, à la reconnaissance par l'Etat du caractère stratégique de celle-ci et à la mise en œuvre d'une batterie d'actions et d'appuis variés touchant l'ensemble des maillons du secteur rizicole.

Le projet PAFIRIZ

L'Union Européenne et l'Agence belge de développement (CTB) font partie de ces acteurs qui, aux côtés des services de l'Etat et des organisations professionnelles agricoles, mettent en œuvre des appuis spécifiques à la filière riz béninoise. C'est ainsi que fin 2009 le projet PAFIRIZ, Projet d'Appui à la Filière Riz du Bénin, a démarré son action en collaboration étroite avec l'organisation faitière des producteurs de riz du Bénin, le CCR-B, Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin. Son ambition est de participer à la modernisation du secteur rizicole national pour concourir à la mise sur le marché d'un riz béninois de qualité n'ayant rien à envier au riz importé. C'est ainsi que le projet intervient notamment sur les volets production et transformation/commercialisation en facilitant l'installation de promoteurs désireux d'améliorer leurs conditions d'exploitation.

La production du riz

En ce qui concerne la production de riz, le projet intervient principalement dans le domaine de l'aménagement de bas-fonds propices à la culture du riz. C'est ainsi que PAFIRIZ aménage plus de 840 ha de terres sur un peu moins de quarante sites différents à travers le pays, pour un montant total avoisinant 1,7 millions d'Euros. Ces activités permettent d'améliorer les conditions de production rizicole grâce notamment à un meilleur contrôle de l'eau indispensable au développement harmonieux des plants de riz. Un total de trente-deux aires de séchage sont également construites réparties sur certains sites afin d'assurer un séchage du produit fraîchement récolté dans de bonnes conditions.





Pour certains d'entre eux, les agriculteurs et groupes bénéficiaires sont également dotés d'équipements facilitant la mise en œuvre de certaines opérations culturales ou la diversification de la production (60 motopompes permettant également le maraîchage lorsque le riz ne peut être produit, 2 motoculteurs, 6 batteuses, 4 vanneuses, ...). Les superficies ainsi aménagées et mises en valeur par les producteurs doivent permettre une production globale de plus de 3000 tonnes de riz paddy par an.

La transformation du riz

Le projet intervient ensuite sur le maillon suivant de la chaîne : la transformation. Pour ce faire, PAFIRIZ appuie des promoteurs et des promotrices privés pour l'amélioration de leurs prestations de transformation du riz paddy en riz blanc ou en riz étuvé. C'est ainsi que le projet a favorisé le développement et la modernisation de trois micro-entreprises de mini-rizerie pour la production de riz blanc et six micro-entreprises d'étuvage du riz. Des infrastructures ont été construites pour un montant global proche de 150 000 Euros, des équipements adaptés (décortiqueuses, épierreuses, calibreuses, kits d'étuvage, couseuses, testeurs d'humidité, ...) ont été mis à disposition, des activités de renforcement des capacités ont été menées afin d'améliorer en quantité mais également en qualité le riz transformé par ces acteurs afin d'obtenir un produit qui n'a plus rien à envier aux différents riz importés. Ces différents investissements doivent permettre la production prochaine de 1 500 tonnes par an de riz blanc et étuvé.



Le riz, nous en raffolons mais, lorsque celui-ci est importé, il subit les caprices du commerce international : volatilité des prix mondiaux et diverses formes de distorsions qui prévalent sur le marché mondial de riz, et nous ressentons vivement cela à l'achat. Souvenons-nous des moments difficiles connus en 2008 lors de la crise alimentaire.

Alors, pour assurer la sécurité alimentaire des populations béninoises et la souveraineté alimentaire du pays, il est primordial de développer une filière riz nationale plus compétitive avec un riz qui satisfait le consommateur tant sur le plan qualitatif que quantitatif tout en maintenant un prix à la consommation suffisamment rémunérateur pour permettre le développement de la filière et de ses acteurs mais également assez bas pour que le consommateur puisse se le procurer sans difficulté. PAFIRIZ, entre autres, en permettant l'investissement pour la modernisation des différents maillons de cette filière, apporte sa contribution pour ouvrir des perspectives indéniables à un secteur riz béninois plus performant avec l'augmentation de la production et des rendements, l'amélioration de la qualité et un meilleur rapport qualité-prix.

Doublement des équipements critiques pour la transfusion sanguine: une première au Bénin !



Le doublement des équipements critiques des Centres Départementaux de Transfusion Sanguine soutenu par le projet d'Appui Institutionnel au Ministère de la Santé (AIMS) est une première dans le fonctionnement du système transfusionnel béninois. Cet important appui accordé à l'Agence nationale pour la Transfusion Sanguine (ANTS) vise à garantir le respect des normes de sécurité transfusionnelle.

Ça y est ! La coopération belge, à travers son projet d'Appui Institutionnel au Ministère de la Santé (AIMS), vient de doter les Centres Départementaux de Transfusion Sanguine (CDTS) de l'Atacora-Donga, du Mono-Couffo, de l'Ouémé/Plateau et du Zou/Collines en équipements médicotechniques complémentaires. Ces nouveaux équipements permettront d'assurer un service continu en matière de qualification des poches de sang et de production de dérivés sanguins. En effet, dans un contexte de fourniture instable en énergie électrique et de service de maintenance sporadique, les pannes d'équipements sont loin d'être rares. Elles constituent un défi permanent pour les administrateurs des services de santé, particulièrement ceux des CDTS. Selon la norme en matière de sécurité transfusionnelle, les équipements jugés critiques, c'est-à-dire ceux dont le non fonctionnement paralyserait la chaîne de production et de conservation du sang, doivent être disponibles en double afin de garantir un service continu.



Les CDTS de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo ont reçu une chaîne ELISA et une centrifugeuse réfrigérée munie d'accessoires. Les chaînes ELISA sont un lot de 3 appareils de fonctions complémentaires destinés à la qualification biologique des poches de sang. Les centrifugeuses réfrigérées servent à préparer des dérivés sanguins qui permettent au personnel de soin d'administrer à chaque receveur de sang la fraction sanguine dont il a réellement besoin au lieu d'un usage systématique du sang total. Les surcharges circulatoires et les immunisations par des fractions sanguines inutiles sont ainsi évitées.

Un appui au-delà des zones d'interventions de la coopération bénino-belge

Un point particulier de cet appui est qu'un troisième lot d'équipements a été réparti entre le CDTS Ouémé/Plateau et le CDTS Zou/Collines, au titre de l'extension de l'expérience de l'ancien projet bénino-belge, le Projet d'Amélioration de la Sécurité Transfusionnelle dans les départements de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo (PASTAM). Ainsi, le CDTS Zou/Collines qui ne préparait pas des dérivés sanguins a bénéficié d'une centrifugeuse réfrigérée munie de ses accessoires, tandis que le CDTS Ouémé/Plateau a reçu une chaîne ELISA.

D'un coût global de 234 millions de FCFA (356 700 €), cette dotation complémentaire en équipements déjà disponibles et jugés critiques vise l'assurance d'un service continu par les CDTS. Cette stratégie, qui répond aux exigences de la sécurité transfusionnelle, permet ainsi d'améliorer le taux de disponibilité du sang.

Des bus flambant neufs spécialement équipés pour appuyer l'Agence Nationale pour la Transfusion Sanguine

L'Agence Nationale pour la Transfusion Sanguine (ANTS) a reçu en novembre 2012 trois bus de collecte mobile de sang de la part du projet d'Appui Institutionnel au Ministère de la Santé (AIMS). Ces bus sont entièrement équipés pour procéder au prélèvement d'un donneur à l'intérieur du bus et conserver les produits sanguins obtenus dans les conditions requises. Ces véhicules disposent chacun d'un réfrigérateur, d'une glacière branchée au circuit électrique, d'un lit de prélèvement de donneur de sang et de plusieurs étagères de rangement.



Au-delà des 2 zones d'intervention de la coopération bénino-belge, qui ont chacune reçu un bus pour leur centres départementaux de transfusion sanguine (CDTS), le troisième a été livré au CDTS de l'Atlantique/Littoral afin d'aider ce centre qui ne bénéficie de l'appui d'aucun partenaire technique et financier (PTF). Le montant global de cet appui est de 130 millions de FCFA (environ 198 200 €).

A noter que la CTB avait déjà équipé les CDTS de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo de véhicules pick-up acquis en 2007 par le Projet d'Amélioration de la Sécurité Transfusionnelle dans les départements de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo (PASTAM).

L'acquisition de ces nouveaux bus est un moyen d'améliorer les taux de disponibilité des produits sanguins au profit des populations du Bénin.

Revitalisation du système informatique du Ministère de la Santé



Le projet d'Appui Institutionnel au Ministère de la Santé (AIMS) contribue fortement à la dynamisation du système informatique du Ministère de la Santé. La connexion internet et le site web sont aujourd'hui effectifs, les câblages du bâtiment central totalement repris et les équipements informatiques de pointe fournis. L'appui global du projet dans les technologies de l'information et de la communication s'inscrit dans le cadre du renforcement de la mémoire institutionnelle du Ministère de la Santé, permettant ainsi au service informatique de fonctionner pleinement.

« Je dois dire, et je l'ai dit souvent, l'AIMS a été pour moi et pour le service informatique un souffle, explique Mme Eunice Pedro, chef du service informatique du Ministère de la Santé. Depuis mon arrivée au sein du service, j'essayais de mettre des choses en place mais il a fallu que l'AIMS arrive pour que ça puisse vraiment avancer ». Le projet d'Appui Institutionnel au Ministère de la Santé continue d'affirmer son engagement dans le renforcement des performances des différentes Directions du Ministère. Et plus particulièrement dans le renforcement de son réseau informatique et de son système d'information.

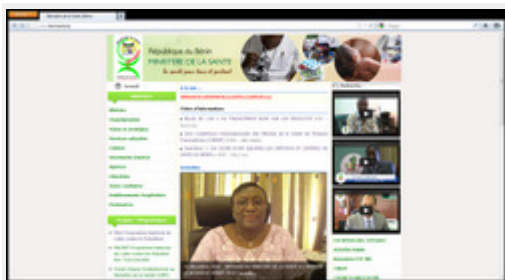
La première étape fut l'installation de l'interconnexion du Ministère de la Santé au Backbone Internet du Ministère des Communications. Une solution sans redevances financières pour un accès Internet à un débit de 2 Mo minimum. Grâce à cet appui, le bâtiment central qui abrite le Cabinet du Ministre de la Santé et le Secrétariat Général du Ministère est désormais connecté au réseau géré par le Ministère des Communications et réservé à l'administration publique béninoise. Intégralement pris en charge par le projet AIMS, les travaux d'interconnexion réalisés permettront au Ministère de la Santé de bénéficier d'un meilleur accès à l'internet mais aussi de développer le travail en réseau.



La suite logique de cette interconnexion a été la réhabilitation et la remise aux normes des câblages du bâtiment central du Ministère. Ces travaux ont permis d'actualiser l'ensemble du câblage du bâtiment central, la pose des coffrets à chaque niveau et l'activation des panneaux de brassage. La configuration des fiches et du serveur, comprenant la mise en place d'un système de sécurisation du réseau et des données a clôturé les travaux. « Je suis impatiente, nous a confié Eunice Pedro, de pouvoir jouir enfin des bandes passantes et d'un réseau stable pour l'intérieur et l'extérieur du Ministère ». À partir des installations réalisées avec l'appui du projet AIMS, les autres bâtiments des Directions, programmes et agences pourront être connectés au bâtiment central du ministère de la Santé. Cet accès au réseau permettra aux responsables du Ministère de mettre en place des applications collaboratives, telles que la gestion automatisée du courrier et la gestion du magasin central, applications également financées par l'AIMS. Ainsi, avec la mise en place d'un système collaboratif de travail, il sera attribué aux cadres du Ministère des adresses mail professionnelles de type nomducadre@beninsante.bj. Il faut noter qu'aujourd'hui tous les échanges électroniques se font via les emails privés.

Le site web enfin actualisé

La troisième étape a vu l'actualisation du site internet du Ministère de la Santé (www.beninsante.bj). Selon Mme Eunice Pedro, « l'appui à la réhabilitation du site est l'élément qui a permis de booster le décollage des activités du service informatique. » Le site internet du Ministère, mis à jour quotidiennement par la chef du service informatique, répond à la nécessité de faciliter l'accès à l'information sanitaire et d'améliorer la visibilité



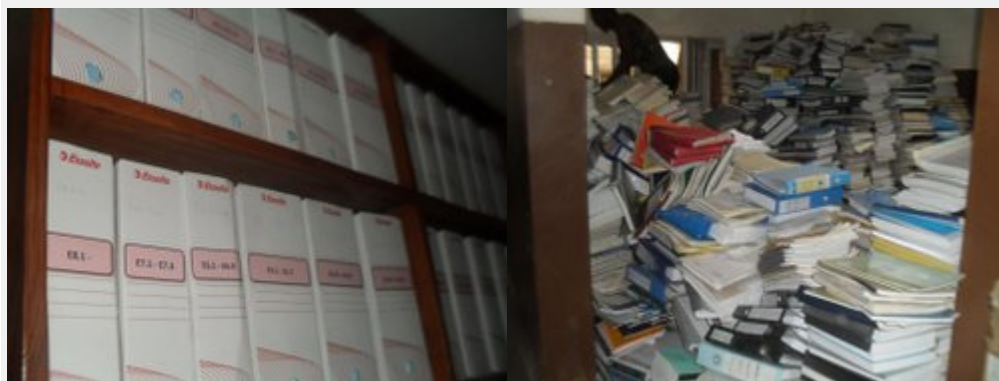
du Ministère de la Santé. Lors de son lancement officiel le vendredi 30 mars 2012, le Professeur Dorothee Kindé Gazard, Ministre de la Santé, a insisté sur l'importance du site web dans l'amélioration de l'accès à l'information pour tous. Le site s'adresse à tous les acteurs de la santé, partenaires et citoyens. Celui-ci facilite la communication entre les partenaires, le Ministère et les usagers des services de santé. Ce site est aussi la vitrine du Ministère et permet de répondre aux questions sur son fonctionnement, ses

Directions et ses relations avec les partenaires techniques et financiers. Une fierté pour la chef du service informatique. Mme Eunice Pedro insiste « l'AIMS a contribué en grande partie à la mise en valeur de la visibilité du Ministère. Et continue d'améliorer son dispositif de communication».

La quatrième étape a permis la réalisation de l'état des lieux complet du champ informatique du Ministère et l'acquisition de matériels informatiques. En réponse aux besoins exprimés par les Directions Centrales et Techniques du Ministère, le projet AIMS a remis différents lots de matériel informatique comprenant notamment des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portables, des imprimantes, des onduleurs, des disques durs, des scanners et des copieurs, pour un montant de 26 240 000 FCFA (40 000 €). De plus, les cadres de la Direction des Ressources Financières et du Matériel (DRFM) et les points focaux AIMS des différentes Directions ont eu la possibilité de suivre une formation en informatique et bureautique. Cette formation, appuyée par l'AIMS, a permis aux participants de renforcer leurs connaissances dans les programmes de Microsoft Office (Word, Excel, Power Point et Outlook). Ces nouvelles connaissances permettront aux participants d'utiliser au mieux possible les nouveaux matériels informatiques. Ce qui facilitera les communications administratives et techniques et entre les différentes structures du Ministère.

L'archivage, un appui essentiel

Le projet AIMS a également soutenu la réalisation d'un autre grand chantier au cours de l'année 2012 : le traitement et l'informatisation des archives de trois Directions nationales*. Démarré en juillet 2012, ce projet a connu trois étapes : la conception et la mise en place du système d'archivage des documents, le déploiement de la solution informatique, et la formation du personnel à l'utilisation de la solution informatique installée. Dans la même lignée, le projet a appuyé le traitement de l'archivage de la cellule de passation de marchés publics et du Secrétariat Général du Ministère.



De plus, le projet AIMS a appuyé la modernisation des outils de gestion de l'information du centre de documentation du Ministère de la Santé. En effet, le centre de documentation du Ministère et les antennes documentaires départementales ont bénéficié de la fourniture d'équipements, notamment un scanner et des ordinateurs et une formation à l'utilisation du PMB, un des plus récents logiciels de gestion de la documentation.

Ces différents projets inscrivent pleinement l'AIMS dans le cadre du renforcement de la mémoire institutionnelle du Ministère.

* Ces trois Directions nationales sont: la Direction des Pharmacies, du Médicament et des Exploitations Diagnostiques (DPMED), la Direction des Ressources Financières et du Matériel, et la Direction de la Santé, de la Mère et de l'Enfant (DSME)

Légende des photos:

- Mme. Eunice Pedro, Chef du service informatique du Ministère de la Santé
- Le réseau réalisé est composé de deux serveurs (l'un dédié à la messagerie professionnelle et l'autre à l'administration des bases de données)
- Site web du Ministère de la Santé
- Les archives de la DPMED: Avant et Après

Equiper les structures régionales et locales du MAEP pour un accès rapide aux informations fiables

Alors qu'il se trouve au centre d'un processus de mutation essentiel, le secteur agricole éprouve de grandes difficultés à générer des informations utiles aux prises de décisions et en réponse aux besoins des usagers du secteur. Pour résoudre ce problème, le projet AIMAEP, en collaboration avec d'autres partenaires, a appuyé le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche à la mise en place d'un système de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole. Il a ainsi formé des gestionnaires en bases de données et leur a fourni le matériel informatique indispensable au bon accomplissement de leurs fonctions.



Le secteur agricole est en cours de mutation progressive à travers la mise en œuvre des réformes identifiées et concertées par les différentes familles d'acteurs sous le leadership du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP). Une des grandes difficultés du secteur agricole est la faible capacité du MAEP à générer des informations utiles aux prises de décisions et en réponse aux besoins des usagers du secteur. Pour résoudre ce problème, le projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche de l'Agence belge de développement (AIMAEP), en collaboration avec d'autres partenaires (Banque Mondiale, GIZ et DANIDA/Pays Bas) a appuyé le Ministère à la mise en place d'un système de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole.

Quelle est la nouveauté du système de suivi-évaluation axés sur les résultats du secteur agricole?

Le système a été conçu en 2010 sous la coordination de la cellule suivi-évaluation, avec l'appui méthodologique et technique d'un bureau d'études international et du pool d'assistants techniques d'AIMAEP. Après la conception d'une base de données et des études de références, sa mise en œuvre a commencé avec l'organisation par le projet AIMAEP d'une série d'ateliers de formations des points focaux de suivi-évaluation au niveau central, régional et communal.

Ces formations ont permis de faire tourner les deux bases de données en vue de générer des informations fiables répondant aux besoins exprimés par les usagers du secteur. Une des nouveautés du système de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole est l'utilisation de l'informatique pour la gestion des bases des données. Le manque de matériels informatiques au niveau régional et local s'est également posé; la formation des agents responsables du renseignement des bases n'étant pas possible si ceux-ci ne disposaient pas d'ordinateurs.

Face à ce problème de taille, le projet AIMAEP s'est proposé d'équiper tous les administrateurs des bases des données au niveau du Centre Régional pour la Promotion Agricole (CeRPA) et du Centre Communal pour la Promotion Agricole (CeCPA) en ordinateurs et accessoires informatiques. Ainsi, de 2011 à 2012, 100 ordinateurs de bureau et portatifs sont mis à disposition des agents au niveau central et au niveau déconcentré (dans 77 CeCPA et 6 CeRPA).

Quelles sont les améliorations constatées au niveau de la gestion du secteur agricole?

L'opérationnalisation du système de suivi-évaluation du secteur agricole continue et s'améliore grâce aux sessions de formation et à la dotation en matériels informatiques des administrateurs des bases des données au niveau local car ces agents constituent un maillon très important pour le bon fonctionnement du système. Si le dispositif tourne bien, il générera des informations de qualité en temps opportun pour la prise des décisions des usagers du secteur.

Les améliorations enregistrées s'apprécient maintenant par la bonne compréhension du système de suivi-évaluation du secteur agricole et la maîtrise de la gestion de bases de données. Cette dernière se traduit par les engagements des agents de terrain à renseigner la base des données de façon régulière et de permettre ainsi d'alimenter la base au niveau central. L'utilisation du système se concrétise par la tenue régulière de revues des points focaux de suivi-évaluation des structures du MAEP et les projets/programmes dans son portefeuille pour apprécier le taux de réalisation des plans de travail annuel budgétisé (PTAB) et la performance de chaque structure dans la mise en œuvre des activités planifiées par rapport à l'atteinte des objectifs fixés.

L'organisation des revues régionales qui mobilisent tous les administrateurs de la base de données au niveau des communes s'est également mise en place à partir de l'année 2012 pour évaluer la performance des structures déconcentrées du MAEP. Cette évaluation devient maintenant plus facile grâce à l'utilisation des matériels informatiques dans la gestion des bases de données. Pour répondre aux besoins d'informations nécessaires au cours de ces différentes rencontres de concertations, les agents détenteurs d'ordinateurs sont en quelque sorte obligés de renseigner les bases de données à leurs niveaux.

Et la revue de la performance du secteur agricole?

La tenue régulière de la revue de performance du secteur agricole depuis 2009, sous le leadership du MAEP, est un signe encourageant d'amélioration dans la gestion et la coordination du secteur en général et de la promotion des filières agricoles en particulier. La revue de performance constitue un espace privilégié de concertation entre les différents acteurs engagés dans le développement du secteur agricole.

Elle permet l'appréciation objective des réalisations obtenues de l'année écoulée par rapport aux objectifs fixés et aux recommandations formulées, autrement dit la réédition des comptes dans la gestion du secteur selon les principes de la déclaration de Paris et de l'agenda d'Accra. Elle favorise également la réflexion commune et concertée sur les principales thématiques stratégiques d'actualité pour améliorer davantage la performance du secteur agricole.

La mise en place du système de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole sous la coordination du MAEP contribue significativement à l'amélioration de la tenue des revues de performance du secteur agricole car le système génère des informations utiles sur la performance des différentes structures du MAEP. Cette situation est désormais rendue possible grâce à la dotation en équipements appropriés aux agents de base qui fournissent les données réelles du terrain à travers l'informatisation de la gestion de base des données allant ainsi du niveau local jusqu'au niveau central.

En conclusion, la production d'informations fiables et rapides fait parti des défis du MAEP dans la gestion et coordination du secteur agricole. Le projet AIMAEP a accompagné le Ministère dans la conception et la mise en place du système de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole. La dotation en matériels informatiques de tous les administrateurs des bases de données est une activité importante dans le bon fonctionnement du système. C'est pourquoi le projet AIMAEP a fait des efforts pour équiper les agents responsables du renseignement et de la gestion des bases de données au niveau régional et local en une centaine d'ordinateurs de 2010 à 2012. Le système tourne et génère des informations nécessaires à la prise de décisions, pour la meilleure gestion et la coordination du secteur agricole en général et de la promotion des filières agricoles en particulier.

Interview de Harika Ronse



Assistante Junior en charge de la communication et du suivi opérationnel des projets, Harika Ronse travaille à la Représentation de la CTB à Cotonou. Après un an et demi, les occasions d'apprendre ne manquent pas.

Bonjour Harika, que faisais-tu avant d'arriver à la CTB Bénin?

Suite à des études en sciences politiques et en gestion culturelle en France, j'ai été amenée à travailler dans le management et la vente de concerts de groupes de musique d'Afrique de l'Ouest. Cette expérience m'a introduite à un continent foisonnant de richesses. En parallèle, j'ai été stagiaire ou bénévole dans différentes ONGs (travail auprès des populations marginalisées, prévention contre le VIH/sida, etc.). Sensible à l'engagement en faveur du développement dans les pays du Sud, je souhaitais vraiment m'investir davantage dans la voie de la solidarité internationale. Après avoir passé les étapes de sélection, j'ai été acceptée au sein du [Programme Junior](#) de l'Agence belge de développement (CTB) et suis ainsi venue vivre et travailler à Cotonou.

Quelles sont tes fonctions au sein de la Représentation à Cotonou?

Mes fonctions sont réparties entre un volet communication et un second, plus opérationnel, axé sur la gestion de projets.

En tant que point focal pour la communication, j'assure le lien entre le siège à Bruxelles et la dizaine de projets mis en oeuvre au Bénin. Ces derniers sont déployés sur l'ensemble du territoire (Cotonou, Lokossa, Bohicon, Djougou, Natitingou,...), il est donc indispensable dans ce contexte d'éloignement des équipes d'assurer une communication interne permanente et efficace. Nous disposons ainsi d'une newsletter interne hebdomadaire qui met en lumière l'état d'avancement de chaque projet tout en permettant de diffuser des informations sur les anniversaires, les naissances et autres grandes nouvelles permettant de rapprocher nos quelque 150 collaborateurs.



Outre l'édition de cette newsletter, je coordonne également la réalisation du [Bulletin d'information](#) envoyé à nos abonnés, en me chargeant de la collecte, de la mise en forme et de la mise en ligne sur notre site internet d'articles thématiques. La communication externe est en effet l'une de nos priorités. Nous avons à cœur d'informer d'une manière transparente, humaine et détaillée les citoyens belges et béninois des actions entreprises par nos équipes et de leurs résultats concrets dans la vie des bénéficiaires.



Hormis la réalisation du plan de communication de la CTB-Bénin, j'anime également un réseau d'une douzaine de communicateurs, choisis au sein de leur projet respectif. Nos réunions mettent l'accent sur le partage d'informations et permettent d'harmoniser nos activités. Sans ce travail d'équipe, le mien serait impossible!

Concernant le volet opérationnel des projets, j'ai eu l'occasion lors de ma première année d'assister [ma collègue Edwige Dangbo](#) dans la sélection, l'appui et le suivi de microprojets agricoles. Nos visites de terrain étaient pour moi l'occasion de sortir de mon bureau et découvrir ainsi l'autre réalité du Bénin, celle d'un monde rural bien loin du trafic et des zem (moto-taxis) cotonnois. Aujourd'hui, je profite aussi de la disponibilité de mon collègue

Armel Amoussou, Project Manager, pour me familiariser au suivi administratif et financier de plusieurs projets. Cela se fait notamment via le développement et la mise en application d'outils de reporting et d'évaluation spécifiques.

Qu'est-ce que tu as le plus appris depuis que tu es arrivée ici?



D'un point de vue professionnel, j'ai pu réaliser à quel point le travail de communication était exigeant et chronophage! Les qualités requises pour ce poste sont une grande polyvalence (de nouvelles tâches et autres "urgences" à traiter s'imposant constamment), une bonne dose d'autonomie, mais aussi pas mal de créativité. Le travail d'équipe est bien entendu essentiel, vu qu'il s'agit de rallier le maximum de personnes à la bonne application de notre identité visuelle et à la visibilité de nos actions.

Voilà un lot de compétences sur lequel j'essaie de travailler au quotidien, même si j'en apprend toujours plus au fil des jours.

Un autre challenge a aussi été pour moi d'intégrer cette équipe bénino-belge, d'apprendre et accepter à redéfinir ma propre manière de travailler et de m'adapter à un contexte culturel autre. Cela charrie parfois son lot d'incompréhensions et de frustrations mais c'est aussi ce que je trouve le plus passionnant.

Plus généralement, en tant "qu'expatriée", j'essaie de préserver la curiosité, l'ouverture d'esprit et la soif de connaissance. Je pense que ce sont là des éléments clés pour s'imprégner d'un pays comme le Bénin, pleins de savoirs, à l'histoire et aux traditions riches et fières, aux croyances spirituelles vivaces et si solidement ancrées dans la société actuelle.



En deux ans, je pense que j'aurai beaucoup grandi ici. Et c'est mon compagnon, mes amis, mes collègues et tous ceux qui m'ont accompagné dans cette aventure que je pourrai remercier de cela.



Un dernier mot?

En conclusion, je dirai juste que le Programme Junior tient vraiment ses promesses d'engagement personnel et professionnel dans la coopération au développement. Je suis vraiment reconnaissante de cette expérience, que peu d'autres agences de coopération ou de structures bilatérales offrent à de jeunes diplômés sans expérience préalable.

L'équipe communication du siège et les membres du Programme Junior m'ont souvent épaulée et encouragée. Il ne faudra pas que j'oublie de leur ramener un souvenir en rentrant ;)